



## EN BREF

## FRÉDÉRIC HOHL INculpÉ DE DIFFAMATION

**POLITIQUE** Le député radical Frédéric Hohl a été inculpé de diffamation. L'élú au Grand Conseil genevois est soupçonné d'avoir dénigré un journaliste. Dans ses articles, ce dernier avait remis en cause le travail des sociétés du député lors de l'EURO 2008 à Genève. «On me reproche d'avoir donné à deux personnes des informations en off sur les antécédents judiciaires du journaliste», a déclaré hier Frédéric Hohl. Il confirmait une information révélée par la Tribune de Genève sur son site internet. Le chef de groupe des radicaux au Grand Conseil a estimé que cette inculpation n'était pas une mauvaise chose: «J'aurai accès au dossier.» De son côté, M. Hohl a porté plainte pour diffamation contre le journaliste. «La Cour des comptes m'a blanchi pour l'organisation de l'EURO 2008», a-t-il rappelé. Le député a aussi engagé une procédure civile pour obtenir des dommages et intérêts. ATS

## LES TPG EN VERVE

**TRANSPORTS PUBLICS** Les Transports publics genevois (TPG) ont le vent en poupe. En 2008, leur offre s'est améliorée de 44,4% par rapport à 2002, grâce au renforcement et au prolongement de lignes. En parallèle, le taux d'occupation des véhicules a augmenté de 56,1% en six ans. Ces chiffres sont plus élevés que les objectifs fixés, a indiqué hier le président du Conseil d'Etat David Hiler, après avoir adopté le rapport annuel de gestion 2008 des TPG. Un changement du matériel de comptage par des cellules compteuses ne rend toutefois cet indicateur que partiellement comparable à ceux des années précédentes, quand des sondages avaient lieu. La deuxième année du contrat de prestation 2007-2010 s'est achevée avec bénéfice de 3,59 millions de francs, alors que le budget prévoyait un déficit de 3,7 millions. Il est notamment dû à la hausse des contributions des communes. ATS

# Les syndicats genevois défendent l'emploi dans la rue

**MOBILISATION** • L'automne de la gauche sera placé sous le signe de la lutte contre la crise de l'emploi. Une manifestation nationale est convoquée.

## MICHEL SCHWERI

«Nous ne paierons pas votre crise!» La rentrée a fait du bruit, hier au passage de la Monnaie à Genève. La gauche politique et syndicale regroupée dans le «collectif anti-crise» s'y était donné rendez-vous à midi pour (re)lancer une «alarme emploi» dans une ambiance bruyante de sirènes et de sifflets. Une petite cinquantaine de militants ont fait le déplacement pour alerter les citoyens sur la «saignée» à venir de l'emploi et chauffer les troupes en prévision de la manifestation nationale contre la crise du 19 septembre. Cette mobilisation répondait aussi aux tables rondes de la «Journée de l'emploi» convoquée à Boudry par la conseillère fédérale Doris Leuthard (lire en page 7).

«La ministre de l'Economie, a critiqué au micro Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia, s'y réunit avec une poignée de spécialistes pour mettre la crise à profit afin de redéployer l'économie, mais elle ne fait rien d'utile et de concret pour les travailleurs qui perdent leurs emplois.» En effet, quelque 150 000 chômeurs complets et plus de 50 000 chômeurs partiels sont déjà recensés aujourd'hui. Et



Une petite cinquantaine de militants ont fait le déplacement. D'autres actions suivront afin de favoriser une importante mobilisation genevoise le 19 septembre lors de la manifestation nationale à Berne. J.PDS

les prédictions sont mauvaises. «Une vraie saignée de l'emploi se prépare», pronostique le syndicaliste.

Pourtant, la crise profite à certains, comme Novartis, dont

le bénéfice pour les six premiers mois de l'année frise les 4 milliards de francs. Pour ce genre d'entreprises, la crise est une chance, comme le mentionne le tract d'appel à la manifestation d'hier. En son nom, de l'argent public est versé sans contrôle aux banques, la production est délocalisée, les services publics sont privatisés et le «coût» du travail est partout réduit. Le collectif anti-crise s'oppose à ce «replâtrage» du système.

## Une relance pour les chômeurs?

Il préconise au contraire une «action unie et solidaire» pour ne pas «les laisser faire». «Nous ne paierons pas la crise, et nous ne paierons pas leur reprise», s'est ainsi écriée Manuela Cattani, secrétaire du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, à l'adresse des employeurs et de la droite politique. «Leur relance, c'est dénicher des milliards pour les

banques, c'est sauver le secret bancaire, c'est réorganiser la finance. Mais elle est où la reprise pour les milliers de jeunes à la recherche d'un premier emploi? Et pour les 50 000 travailleurs au chômage partiel?»

Le collectif exige ainsi un «vrai plan anticrise». Pour ses militants, si l'argent existe pour les baisses d'impôts ou pour sauver des banques, il doit aussi être disponible pour maintenir le pouvoir d'achat des employés en augmentant les salaires cet automne. Ces moyens doivent aussi être mobilisés pour investir dans les services utiles à la population comme les crèches ou les EMS et pour améliorer le «bouclier social» avec le maintien du montant des rentes de deuxième pilier et des indemnités de chômage. Le collectif annonce d'autres actions dans les semaines à venir afin de favoriser une importante mobilisation genevoise le 19 septembre à Berne. I

## REVENDICATIONS

**Pouvoir d'achat**  
Pour soutenir la consommation intérieure:  
> **Salaires:** refus de la sous-enchère salariale et de la baisse des salaires réels; augmentation des salaires; lus forte que le renchérissement; introduction d'un salaire minimum impératif dans la loi.  
> **Revenus sociaux:** augmentation des subsides pour payer les primes de caisses maladie; remboursement immédiat de la taxe CO2; augmentation des allocations familiales.

**Garantie de l'emploi**  
Pour assurer la sécurité professionnelle et économique:  
> **Licenciement:** interdiction et annulation des congés donnés par des entreprises faisant des bénéfices, bénéficiant d'aides publiques, de rabais fiscaux ou du chômage partiel.  
> **Horaires:** réduction générale du temps de travail avec maintien du salaire.  
> **Plan d'investissement:** création et protection des emplois par une reconversion écologique dans les énergies renouvelables et les nouvelles technologies; création et maintien des emplois dans les services publics selon les besoins de la population dans les crèches, les hôpitaux, les EMS et les écoles; construction et rénovation de logements.

**Bouclier social**  
Pour éviter l'exclusion:  
> **Chômage:** refus du démantèlement des prestations de l'assurance chômage; allongement de la couverture chômage; abolition des délais d'attente; allongement du chômage partiel à vingt-quatre mois.  
> **Retraite:** maintien du montant des rentes de deuxième pilier; refus de l'augmentation de l'âge de retraite des femmes; soutien aux caisses de pensions du secteur public.  
> **Formation:** programmes de formation professionnelle de base et continue. MSI

## «Halte au profit à tout prix»

«Nous voulons une politique axée sur les besoins de la population, mais pas sur le seul profit.» Les syndicats et les partis de gauche du pays feront valoir ce leitmotiv lors d'une manifestation nationale prévue à Berne le 19 septembre afin de dénoncer la crise économique. Dans le tract de convocation, cette dernière est présentée comme «la conséquence directe de la recherche éffrénée du profit», aussi les manifestants revendiqueront une répartition égalitaire des richesses par tous les moyens disponibles (voir les revendications ci-contre).

Plusieurs sections ou unions syndicales ont réclamé durant le printemps une riposte à la hauteur de l'attaque économique subie à la suite de la crise financière. Il en résulte cette manifestation «Travail, pouvoir d'achat et retraites, halte au profit à tout prix» conçue pour s'opposer aux conséquences de la crise et pour appuyer les négociations salariales de l'automne. Les manifestants genevois se retrouveront sur la place du Molard à 8h30 déjà pour arpenter les rues de la ville avant d'aller prendre un train spécial pour Berne à 10h51. MSI

## Neuf listes croisent le fer pour l'élection au Grand Conseil

**SCRUTIN** • Dans les starting-blocks: l'Entente bourgeoise (trois partis), les socialistes, les Verts, l'UDC, le MCG, Solidarités-PdT et des «ex» d'A gauche toute.

Neuf listes ont été déposées pour l'élection du Grand Conseil qui se tiendra le 11 octobre prochain. Les appariements entre ces listes doivent être communiqués d'ici jeudi à midi, a-t-on appris hier auprès du Service des votations et élections. D'ici là, des changements peuvent survenir. Dans l'ordre, ce service a reçu: la liste des radicaux, celles des démocrates-chrétiens (PDC) et des socialistes, celle regroupant Solidarités et le Parti du travail (PdT) ainsi que la liste des Verts, des libéraux, du Mouvement citoyens genevois (MCG). Enfin, une liste intitulée «défense des aînés, des locataires, de l'emploi et du social» et celle de l'Union démocratique du centre (UDC).

Comme il y a quatre ans, la gauche de la gauche part divisée au combat.

Quelques «transfuges» d'A gauche toute ont décidé de se lancer dans la course sous le slogan «défense des aînés, des locataires, de l'emploi et du social». Cette liste inattendue risque de faire de l'ombre à celle de Solidarités-PdT. Lors de la dernière élection, l'extrême gauche avait payé au prix fort sa désunion. L'éparpillement de ses voix sur plusieurs listes n'avait permis à aucune d'entre elles d'atteindre le quorum de 7% des suffrages, synonyme de représentation au Grand Conseil. La gauche de la gauche s'est ainsi retrouvée exclue du parlement cantonal.

A droite, le MCG essaiera de rééditer sa performance d'il y a quatre ans. Le parti populiste avait créé la surprise en faisant son entrée au Grand

Conseil. La formation avait à l'époque séduit une partie de l'électorat en tenant un discours antifrontalier musclé. Les autres partis traditionnels tenteront de leur côté de consolider leur position. L'UDC devra vraisemblablement compter sur ses seules forces lors de cette élection, l'Entente bourgeoise composée des libéraux, des radicaux et des démocrates-chrétiens ayant jusqu'à présent refusé de s'allier avec elle.

Cent députés siègent au Grand Conseil genevois. Dans la législature qui s'achève, le Parti libéral est la formation la plus forte, avec 23 représentants. Il est suivi des socialistes, avec 17 élus, des Verts (16), du Parti radical (12), du PDC (12), de l'UDC (10) et du MCG (8). Le parlement compte deux députés indépendants. ATS/CO

## Pétition pour des glaciers «durables et solidaires»

**RADE** • Les exploitants doivent respecter le développement durable, selon les socialistes.

Alors que l'appel d'offre pour les nouveaux cabanons de glace du bord du lac se terminait hier, les socialistes de la Ville de Genève lancent une pétition afin de modifier le cahier des charges. Ils souhaitent en effet y inclure des clauses exigeant des nouveaux exploitants qu'ils respectent l'environnement et les principes du développement durable. Les roses désirent également «qu'au moins un tiers des pavillons soit attribué à des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS)». Ce qui est impossible pour l'instant, l'appel d'offre ayant été ouvert aux seules personnes physiques.

Ces nouvelles exigences impliqueraient la rouverture de la procédure afin que ces acteurs puissent présenter leur dossier.

En outre, le jury ne pourrait pas commencer l'examen des dossiers jeudi, comme prévu.

Interrogé sur la lenteur de leur réaction – l'appel d'offre est paru dans la Feuille d'avis officielle le 24 juillet –, le parti évoque les vacances d'été, mais aussi la surprise. «Nous ne soupçonnions pas qu'aucune référence au développement durable n'apparaîsse dans le cahier des charges ni que les acteurs de l'ESS soient exclus de l'appel d'offre», justifie Virginie Studemann-Wathier, vice-présidente du Parti socialiste de la Ville de Genève. «Cette pétition est aussi une manière de dire qu'il faudrait intégrer le développement durable et l'ESS dans tous les marchés publics» ajoute-t-elle. AZN